



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [hebdo@sitecommunistes.org](mailto:hebdo@sitecommunistes.org)

E'mail : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

29/05/2023

## ***Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 124 du 29 mai 2023***

### **Louvroil (Nord) : occupation du magasin Vertbaudet en solidarité avec les salariés de Marquette-lez-Lille**

Une dizaine de militants de la CGT d'Aulnoye-Aymeries et de Maubeuge se sont rendus samedi matin dans le magasin de l'enseigne Vertbaudet.

Depuis deux mois, des salariés et militants de la CGT de Vertbaudet de Marquette-lez-Lille sont en grève et revendiquent une augmentation de salaire. La direction refuse de donner une suite favorable. Lors d'une intervention des forces de l'ordre de manière brutale, une militante a été blessée.

La CGT est solidaire de ce mouvement et des salariés, et dénonce les méthodes employées par la direction et la préfecture.

Les Union Locales CGT d'Aulnoye-Aymeries et de Maubeuge, comme dans d'autres villes, ont envahi et occupé le magasin Vertbaudet de Louvroil ce samedi durant une partie de la matinée en soutien aux grévistes ; ils ont informé les salariées et les clients des raisons de leur présence.

D'autres actions de soutien seront mises en place dans toute la France, comme la caisse de grève, des pétitions..., ont souligné les militants de la CGT.

### **COMMENT LA MACRONIE INTRIGUE POUR DÉCLARER IRRECEVABLE LA PROPOSITION DE LOI DU 8 JUIN**

La macronie et ci-après Aurore Berger, présidente du groupe utilisent des arguties juridiques pour tenter d'empêcher l'Assemblée de voter et de remettre en question le report de l'âge de la retraite à 64 ans.

Elle tente d'utiliser le Conseil constitutionnel dont par ailleurs on connaît la dépendance au pouvoir politique pour prétendre que le "contrôle de recevabilité" doit s'exercer sans distinction même si la recevabilité du dépôt de loi a été acceptée antérieurement à la discussion devant le parlement.

En comptant sur son copain, le rapporteur général de la commission des finances Jean-René Cazeneuve et en truquant effectivement le fonctionnement de l'Assemblée au nom *bien sûr du respect " de nos institutions et de notre constitution"*.

Le caractère manipulateur de la tentative d'obstruction du macronisme ne pouvant être dissimulé dans la mesure où à plusieurs reprises des décisions parlementaires ayant des implications budgétaires ont pu encore récemment être prises par la minorité au pouvoir SANS que le contrôle de recevabilité soit activé!

Puisque contrairement à ce qu'affirme Aurore Berger sur le rôle du rapporteur général c'est le Président de la commission des finances qui a un rôle prépondérant !

Comme quoi la classe dominante est bien prête à violer la légalité pourtant à son entier service si cette dernière n'est plus en mesure d'assurer le maintien de ses privilèges et de ses choix politiques.

Et après ils feignent de s'étonner que la colère populaire contre leurs diktats, leurs manœuvres, leurs mensonges et leurs intrigues enfle !

### **VERTBAUDET ET GARDE-À-VUE : TÉMOIGNAGE SUR LA RÉPRESSION POLICIÈRE !!!**

En réunion à l'UD CGT des syndicats du Nord, j'ai été appelé pour un soutien aux grévistes vers 11H30 du fait d'une intervention policière sur le site de VERTBAUDET.

Arrivé à midi, j'ai pu constater la présence de plusieurs véhicules de police et d'une quinzaine d'agents qui ne portaient pas tous leur matricule de façon visible. Photos et vidéos faites sur demande de notre avocat, je me rends, toujours en qualité d'observateur, au niveau du portail arrière de l'entrepôt logistique.

Je constate alors l'absence des soutiens habituellement présents, à la suite de l'intervention policière, désormais tous retranchés sous les tonnelles situées au niveau de l'autre entrée.

Soucieux de comprendre les raisons de la présence d'autant d'unités de police, tout en étant au téléphone avec notre avocat, je demande à ces derniers les raisons juridiques de celle-ci : "*avez-vous une ordonnance ? Elle est obligatoire dans le cadre du délogement sans quoi vous n'avez pas le droit de nous déloger*".

La réponse est sans appel : "*Tu vas pas nous apprendre notre métier !* " ; "*on agit sur réquisition du patron* " ... Mais lequel ?

Et pendant ce temps les camions entrent et sortent comme d'habitude.

L'avocat est informé en direct en même temps que les policiers tentent de prendre en photos les quelques soutiens et délégués syndicaux alors présents.

Parapluie dans la main gauche, téléphone dans la main droite porté à l'oreille, à peine la tête tournée côté gauche un policier, sans aucun matricule, me pousse de ses deux mains, une fois, puis deux, en vociférant "*allez maintenant tu dégages !* . Dans le même temps, 2 autres policiers s'y reprennent à plusieurs fois pour effectuer le même geste, un 4ème me décoche un coup de poing au niveau du visage, en haut à droite.

Parapluie lâché, par réflexe je m'accroche au poteau de signalisation situé à proximité pour ne pas crouler sous cette déferlante de violence.

Sans aucune sommation ni signification d'interpellation je suis alors tiré par les jambes et à d'autres endroits du haut du corps par les quelques 5 voire 6 policiers autour de moi. D'autres policiers sont en position satellite de la scène pour faire évacuer les seuls témoins.

Ils me projettent violemment au sol sans raison apparente...

A plat ventre sur le béton mouillé, ils sont alors 4 puis rapidement 6 à se saisir de mes jambes tout en y portant des coups, de mes bras en les tordant contre nature, à me tirer les cheveux tout en frottant mon visage au sol en même temps qu'un d'entre eux, celui sans matricule, a fait pression avec son genou en bas de la nuque... je commençais alors à suffoquer... à littéralement étouffer !

Alors que par réflexe j'ai essayé de mettre la main entre mon visage et le béton, je comprenais que j'étais à la merci d'un déchaînement de violence policière et que les chances de m'en sortir se réduisaient de seconde en seconde.

Finalement menotté et désormais à la merci de cette police ultra violente, je suis conduit dans la camionnette sur place en attendant le "*carrosse* ", comme l'un d'entre eux disait, qui par la suite m'emmènera au poste de police de Lille pour 34 heures de garde à vue GAV.

La couleur est affichée d'entrée puisque le même qui ne porte pas de RIO et qui m'étouffait de son genou m'a lancé : "*A partir de maintenant t'es plus maître de ton destin* ".

Aussi, j'ai refusé de décliner mon identité une fois dans la camionnette conformément au conseil de notre avocat et face à la salve d'insultes et de menace de mort toujours formulées par le même individu : "*sale race*" ; "*c'est un gaucho de merde*" ; "*révolutionnaire de mon cul*" ; "*ça travaille pas, tu peux être sûr, c'est un fainéant qui se lève pas le matin ça*" ; "*ferme ta gueule j't'ai dit*" ; "*toi t'as de la chance qu'on a des consignes parce que ça fait longtemps que je t'aurais défoncé la gueule*" ; "*hé, je te jure je te croise dans la rue en civil, j't'attrape par le cou et j't'arrache les yeux !*" ; "*connard !*".

Le plus étonnant a été le silence et donc l'approbation tacite des collègues de ce trublion aux propos fascisants. Comme par esprit de corps, personne ne le contredisait pas même son "*chef*" qui a participé à l' "*interpellation*" (qui, soit dit en passant, n'a jamais été signifié).

Ce n'est que 6 heures après avoir été placé en GAV que j'ai rencontré le médecin du commissariat qui prescrira immédiatement médicament et anti-douleur et délivrant une ordonnance afin de réaliser des radios des côtes.

Visage tuméfié, une côte fissurée, hématomes au bras, à la jambe et au visage... Jusqu'à une quinzaine de policiers pour interpellé une personne dont les mains étaient occupées à autre chose que de se protéger... voilà l'usage jugé proportionné de la force par ces policiers.

Accusé d'entrave à la circulation sur une voie publique et de rébellion, la magistrate m'a relâché après 34 heures de GAV et a mis « *à l'étude* » le dossier...

## **LE COMBAT CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES : ÇA NE S'OPPOSE PAS AUX AUTRES ACTIONS REVENDICATIVES !!!**

Du côté de Laurent Berger il faudrait en effet savoir : tenu d'un côté par les décisions de congrès de la CFDT et de l'autre par la détermination des travailleurs et de l'opinion à ne pas lâcher, il affirme que la bataille des retraites "*ne cessera jamais*".

Tandis que de l'autre (le en même temps oblige !) il dit préférer "*obtenir des avancées concrètes*" plutôt que de "*poursuivre un but difficile à atteindre*".

Comme si les choses devaient s'opposer, comme si la victoire sur les retraites n'était pas à portée et comme si

l'idéologie du "**dialogue social**" dont par ailleurs on a bien vu les ravages devait prévaloir.

Et si le pouvoir n'est pas avare de promesses en ce moment c'est d'abord à la détermination, à l'ampleur et à la pugnacité du mouvement social qu'il faut rendre hommage.

Toutes raisons d'assurer en confiance le succès des grèves et des manifestations du 6 juin prochain, de mettre les députés devant les responsabilités et de contraindre le pouvoir au respect du rôle de l'Assemblée nationale le 8 juin !

L'unité est nécessaire mais **également dans la clarté des positions des uns et des autres comme dans l'indispensable progrès et soutien au syndicalisme de classe !**

**Berger préfère des "avancées concrètes" à la poursuite d'un "but difficile à atteindre!"**

La secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, a affirmé mercredi ne pas voir l'intérêt d'une multilatérale État-syndicats-patronat, comme le souhaite la Première ministre, s'il n'y avait "*pas d'annonces concrètes sur la question du retrait de la réforme des retraites ou de la hausse des salaires*" (un ou qui interroge!).

"**Nous participerons à la suite**", affirme de son côté M. Berger. "*Certains collègues de l'intersyndicale peuvent être en désaccord là-dessus. Mais nous voulons nous servir de la force du mouvement social pour obtenir des avancées pour les travailleurs et cela nécessite d'aller discuter*", affirme-t-il.

Autre signe de possibles désaccords au sein de l'intersyndicale, Berger est moins affirmatif que Sophie Binet sur le fait que des propositions communes émergeront de la réunion des syndicats prévue le 30 mai.

"*L'intersyndicale se réunira le 30 mai, nous verrons si une réponse émerge le soir même. Si on peut porter des revendications communes, c'est très bien. Sinon, cela reste la pluralité du mouvement syndical*", explique Berger. **(diviser pour régner) !!!**

## **REIMS : VIVE ÉMOTION POUR NOS DEUX COLLÈGUES AGRESSÉES BRUTALEMENT DANS L'EXERCICE DE LEURS FONCTIONS AU CHU DE REIMS !!!**

C'est avec une immense tristesse que nous venons d'apprendre le décès de notre collègue Carène, infirmière âgée de 38 ans, violemment agressée hier au CHU de Reims. Nos pensées vont à ses proches, à sa collègue gravement blessée, ainsi qu'aux équipes de l'hôpital endeuillées ce matin. C'est toute la communauté hospitalière, tous professionnels confondus, qui est aujourd'hui en deuil. C'est ainsi que l'U.S.D MARNE CGT adresse ses plus sincères condoléances et son soutien à sa famille, ses collègues.

La colère de la CGT Santé Marne est profonde, suite à la visite du Ministre de la Santé, hier soir au CHU de Reims, qui annonce **la mise en place d'un comité avant la fin de la semaine....** Cette situation dramatique n'est pas surprenante pour L'USD MARNE CGT. Depuis des années, nous dénonçons le manque de moyens dans la santé, la psychiatrie et l'action sociale. L'agresseur était, lui pris en charge sur des structures de Santé Mentale à Reims.

Nous dénonçons le manque de moyens dans la psychiatrie, la suppression de lits, d'équipes pluridisciplinaires, du manque de médecins, de personnels hospitaliers et la fermeture d'une Unité d'admission Châlonnaise depuis octobre 2021. Cela a impacté gravement l'offre de soins dans notre département de la Marne.

Malheureusement, l'histoire se répète 19 ans après la **tragédie de Pau en 2004**, avec le décès d'une Infirmière et d'une Aide- Soignante et plus récemment au **CH Nord Deux Sèvres à Thouars**, une infirmière de 30 ans tuée par un patient de 20 ans.

**Monsieur le Président de la République et Monsieur le Ministre de la Santé, arrêtez d'être sourds et aveugles. Écoutez les personnels de la santé quand ils vous demandent des moyens dans la Santé et l'Action Sociale.**

## **"C'EST LE SIGNE DE TOUS LES DYSFONCTIONNEMENTS D'UNE CHAÎNE DE PRISE EN CHARGE EN FRANCE" !!!**

"*On sait très bien que le manque de moyens peut conduire à ce genre de situations*" analyse Antoine Pelissolo, chef du service de psychiatrie à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil, après la mort lundi 22 mai à Reims d'une infirmière de 38 ans tuée de plusieurs coups de couteau par un homme avec des lourds antécédents psychiatriques

"On ne peut pas généraliser à partir d'un cas, que je ne connais pas dans le détail. En revanche, on sait très bien que le manque de moyens peut conduire à ce genre de situations". "C'est un événement dramatique qui reste exceptionnel, mais c'est le signe de tous les dysfonctionnements d'une chaîne de prise en charge en France". Le suspect a indiqué lors de son interpellation en vouloir au milieu hospitalier. Tenant des propos incohérents, il a affirmé avoir été maltraité depuis plusieurs années dans les milieux psychiatriques.

La psychiatrie parent pauvre de la médecine en France !!!

Je crois que c'est unanime, car les budgets de la psychiatrie ont été *oubliés* pendant des années. Tout le monde s'en rend compte et constate les conséquences à tous les niveaux. Ça touche les structures d'hospitalisation les plus complexes. Il y a des patients qui ont besoin lors des moments de crise d'être hospitalisés, ça touche les

consultations, l'enfant comme les personnes âgées. Il y a une situation dramatique et tout ce qui a été proposé ces dernières années est très loin du compte dans ce qui est nécessaire. La santé mentale, c'est 15 à 20 % du secteur de la santé en France, c'est donc un investissement qui doit être très lourd, qui pèse et qui est indispensable. Moins on dépense pour ces besoins-là, plus on le paye à tous les niveaux.

Manque de personnel, d'établissements et de places en psychiatrie !!!

C'est essentiellement un manque de personnel, parce que nous, toutes nos interventions en santé mentale, ce sont avant tout des interventions humaines donc à chaque fois qu'il manque des infirmiers, des médecins, la conséquence, c'est qu'il y a moins de consultations, moins de lits. En région parisienne, en ce moment, on a 15 % des lits qui sont fermés, ce qui veut dire que tous les malades qui ont besoin d'être hospitalisés, soit on les renvoie chez eux, soit ils attendent pendant des jours et des jours aux urgences. C'est une situation qui est devenue assez banale aujourd'hui avec tous les risques de violences notamment dans les urgences qui sont des lieux très exposés comme les services de psychiatrie.

### **BORDEAUX : CINQ MILITANTS CGT INTERPELLÉS APRÈS DES COUPURES DE COURANT CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES !!!**

**Cinq syndicalistes de la CGT Énergie ont été arrêtés à leur domicile par la police mercredi 24 mai à 6h du matin en Gironde. Le parquet confirme que cinq personnes sont en garde à vue pour "vol en réunion, mise en danger d'autrui, dégradation en réunion et des coupures de courant non autorisées".**

*"Une réponse complètement disproportionnée et inacceptable. C'est de l'intimidation pure et dure, orchestrée par le gouvernement et le patronat"* dénonce Stéphane Obé, secrétaire départemental de la CGT en Gironde alors que cinq militants de la CGT ont été **arrêtés à leur domicile, à 6h du matin ce mercredi**. Selon le syndicaliste, le secrétaire général de la CGT Énergie en Gironde, Christophe Garcia, fait partie des militants arrêtés. La CGT a organisé un rassemblement pour dénoncer ces arrestations mercredi matin à 11h devant l'hôtel de police de Bordeaux.

Le parquet a confirmé que les cinq arrestations avaient été menées sans préciser l'identité des gardés à vue. Il a en revanche indiqué que ces arrestations sont liées à **des coupures de courant** menées par des opposants à la réforme des retraites à Bordeaux.

### **FESTIVAL DE CANNES 2023 : COUPURES DE GAZ ET D'ÉLECTRICITÉ SUR LA CROISSETTE, PLUSIEURS HÔTELS ET RESTAURANTS TOUCHÉS EN PLEIN SERVICE DU MIDI !!!**

La préfecture parle de coupures *"malveillantes"*.

**Le gaz et l'électricité ont été coupés sur une partie de la Croisette à Cannes mardi 23 mai vers midi, précise la préfecture des Alpes-Maritimes. Plusieurs hôtels et restaurants ont donc été touchés en plein service, au huitième jour du Festival de Cannes.**

Fin avril, la CGT Énergie annonçait « *100 jours de colère* » contre la réforme des retraites et menaçait de plonger « *dans le noir* » plusieurs événements, dont le Festival de Cannes.

La préfecture dénonce des "coupures de gaz malveillantes" ainsi que "quelques coupures d'électricité" en marge d'une mobilisation de la CGT Énergie contre la réforme des retraites qui a rassemblé plus de 200 personnes devant la gare de Cannes mardi matin.

### **GRÈVE À DISNEYLAND PARIS : JOURNÉE NOIRE POUR MICKEY ET MINNIE.**

**Mardi 23 mai, plus de 500 salariés de Disney Land Paris se sont mis en grève pour demander des augmentations de salaires et une amélioration de leurs conditions de travail. Les salariés de la maintenance du parc et des spectacles avaient commencé « plusieurs débrayages » depuis quelques jours, ils ont été rejoints mardi par des personnels des autres branches parmi lesquelles les hôtels, la sécurité, la restauration ou encore les attractions.**

**Hausse des salaires et arrêt des " horaires adaptés " !**

Les syndicats CGT, CFTC et UNSA *déclarent* : " *La grève va durer toute la journée, nous demandons à la direction de nouvelles négociations.*"

Depuis plusieurs semaines, les salariés demandent une augmentation de 200 euros, le paiement double des dimanches travaillés, l'amélioration des conditions de travail et l'arrêt des " *horaires adaptés* ". Ces derniers, mis en place en septembre 2020 auraient eu pour conséquences un rythme de travail beaucoup plus soutenu et une baisse du nombre de personnels. Les grévistes demandent également le retrait de la réforme des retraites.

Selon le délégué syndical CGT, ces revendications auraient été, de nouveau sèchement refusées ce mardi. Pour sauvegarder son image de marque, la direction du Parc assure d'un *dialogue social* constant dans l'entreprise, alors qu'elle se refuse à toute discussion au sujet des " *horaires adaptés* ".

## **NON À LA FERMETURE DE LA FRANÇAISE DE MECANIQUE !**

Non à la retraite à 64 ans.

Le mardi 30 Mai, la CGT PSA DOUVRIN appelle les salariés et la population à se faire entendre sur l'emploi, les salaires et les retraites !

Ce jour-là, Macron et les dirigeants de Total, Mercedes et Stellantis viendront inaugurer en grande pompe la nouvelle usine de batteries ACC. La cérémonie aura pour but de faire avaler à la population que la réindustrialisation et la transition énergétique du pays est en bonne voie. Mais la réalité est toute autre.

Stellantis, nouveau groupe créé en 2021 a **déjà supprimé 130.000 emplois en Europe et dans le monde en 2 ans et demi**. Le groupe a décidé de fermer la Française de Mécanique pour 2025 en délocalisant les 3 moteurs fabriqués sur le site alors qu'on pourrait les produire au minimum jusqu'en 2035 !

En 2003, nous étions 6.300 salariés et aujourd'hui, nous sommes environ 1.200 sans compter les sous-traitants. ACC ne reprendrait au maximum que 400 salariés et des centaines de personnes se retrouveront sur le carreau.

PSA DOUVRIN : Pour les personnes qui iront bosser dans cette nouvelle usine ACC, ils perdront 20 à 25% de leurs rémunérations annuelles tout en subissant un horaire 5 X 8 dans une usine classée SEVESO !

En plus de supprimer des milliers d'emploi, Stellantis qui fait partie des actionnaires du groupe ACC avec Total et Mercedes vont réaliser " **le casse du siècle** " en profitant de **1,3 milliard de subventions de l'état et des collectivités locales** ... alors que ces trois entreprises ont réalisé près de **50 milliards de bénéfices l'an dernier** !

Dans le même temps, le gouvernement prétend toujours qu'il n'y a pas " *d'argent magique* " pour financer les hôpitaux ni pour financer notre système de retraite !

Macron espère aussi tourner la page après quatorze manifestations massives contre sa réforme de retraite à 64 ans ! Il n'a pas fini de nous entendre !! Rassemblement **ce mardi 30 mai 2023 à 9h**, à la Mairie de Douvrin, Nous sommes tous concernés par cette fermeture d'usine et contre cette réforme des retraites.

## **TERRITORIAUX: DES RECULS SOCIAUX ET PAS D'AUGMENTATION DES SALAIRES !**

Jusqu'à il y a peu, à Gennevilliers, il était possible de faire une permanence de 25 heures par an payée 1.200 euros, aujourd'hui il est possible d'en faire quatre par an pour 150 euros chacune.

Les dimanches travaillés étaient payés 500 euros. Ce dispositif a été supprimé, mais on peut travailler quatorze jours de plus avec un bonus de 10% par rapport au taux horaire. L'ancienneté a été supprimée pour calculer les vacances. À la place il y a une prime d'ancienneté dite de médaille. Pour 25 ans d'ancienneté elle se monte à 250 euros. Comme les autres fonctionnaires les territoriaux revendiquent de vrai revalorisation des salaires.

## **POUR LES J.O: L'ÉTAT VEUT RÉQUISITIONNER DES MILLIERS DE LOGEMENTS ÉTUDIANTS !!!**

**Les étudiants logés par le Crous en région parisienne seront mis à la porte à l'été 2024, pour loger le personnel des Jeux olympiques. L'annonce vient d'être envoyée aux locataires. Les syndicats étudiants s'y opposent.**

C'est un mail qui inquiète dans les résidences étudiantes. Le 10 mai, une première salve de courriels a été envoyée aux locataires des logements étudiants gérés par le Crous de Versailles, notamment à Antony : " *La résidence devra être vide de tout occupant à compter du 1er juillet 2024* ", peut-on lire dans un message posté sur Twitter. Le Crous annonce raccourcir de deux mois les baux de logements l'année prochaine, afin de mettre certaines résidences à disposition du personnel des Jeux olympiques de Paris.

Le lendemain, le Crous réagissait sur le même réseau social, affirmant que " *moins de 7 % des logements sont concernés, et que des solutions de relogement étaient proposées pour les étudiants souhaitant rester sur la région parisienne durant les mois de juillet et août 2024*". D'après un rapport d'information sur le logement et la précarité étudiante déposé à l'assemblée nationale, les Crous d'Île-de-France disposent d'environ 21.000 places. Selon les chiffres annoncés, 3.200 logements seraient réquisitionnés pour les JO. Cela représenterait donc plutôt 15 % des logements en résidence Crous de la région.

## **FRANCE TRAVAIL : LE NOUVEAU NOM DE LA CASSE SOCIALE !**

Après le décret de l'assurance chômage, qui réduit notamment les droits à l'assurance chômage de 25 % pour les allocataires, le gouvernement continue sa casse sociale en transformant *Pôle Emploi* en *France Travail*.

**Un outil pour satisfaire les besoins du patronat !!!**

Au-delà du changement de nom, c'est une nouvelle organisation sociale à destination des demandeur·euses d'emploi et des bénéficiaires du RSA qui se trame. Et elle ne leur est pas favorable.

Sous prétexte d'organiser la coopération entre les différents acteurs, *France Travail* est conçu pour organiser le changement dans le traitement du chômage. Revendiqué par le gouvernement comme un outil pour favoriser le plein emploi, *France Travail*, passage obligé de tou-tes les travailleur·euses sans contrat stable, sera avant tout un

outil pour mettre en œuvre une politique visant à satisfaire les besoins du patronat.

Au risque, pour celles et ceux qui ne s'y plient pas, d'être sanctionnés. Et au mépris du droit de toute personne à être accompagnée dans sa recherche d'emploi, et à suivre une formation qualifiante qui l'intéresse.

### **Des mesures coercitives !**

Ce qui devrait être un véritable service public de l'emploi ne sera qu'un outil pour diminuer les prestations des travailleur-euses en recherche d'emploi.

Les contraintes imposées aux allocataires de *Pôle emploi* seront étendues aux allocataires des minimas sociaux, qui seront tenus d'effectuer entre 15 et 20 h d'activités par semaine pour continuer à percevoir leurs allocations.

*France Travail* centralisera toutes les données des différents opérateurs, missions locales, Apec, Agefiph, etc. et pourra les mettre en concurrence avec les autres opérateurs. Le croisement des fichiers (notamment avec la CNAM) pose un risque supplémentaire sur l'utilisation, voire la privatisation des données les plus sensibles, notamment pour les publics fragiles, comme ceux en situation de handicap.

En tant que plate-forme qui impose un accueil d'entrée entièrement digital, *France Travail* détruira les nécessaires relations humaines, et accentuera la fracture numérique et donc la précarité.

***" La CGT refuse ce qui ressemble à un cauchemar technocratique et libéral. Elle revendique un véritable service public de l'emploi et de l'insertion, doté des moyens nécessaires à un accompagnement sérieux et à des formations qualifiantes "***

### **MAYOTTE : Lancée fin avril pour lutter contre l'immigration illégale sur l'île, l'opération avait été bloquée par la justice pendant plusieurs semaines !**

Les pelleteuses sont entrées en action, lundi 22 mai, au petit matin, à Mayotte, pour démolir les cases en tôle insalubres de Talus 2, l'un des plus importants bidonvilles du département le plus pauvre de France. Ce "décasage" réalisé dans le cadre de l'opération Wambushu a commencé vers 07h30 (heure locale) dans le quartier de Majicavo, sur la commune de Koungou, dans le nord de l'île.

Cette opération vise à déloger des migrants des bidonvilles mahorais et à expulser les migrants en situation irrégulière, pour la plupart venus de l'archipel des Comores voisine. Prévue initialement fin avril, la démolition de Talus 2 avait été contrariée par des recours judiciaires, avant que deux nouvelles décisions de justice ne donnent raison à l'État, la dernière datant du mercredi 17 mai.

### **Un bras de fer avec les Comores !**

Tôt lundi matin, des gendarmes équipés de pied de biche sont entrés dans les habitations pour vérifier que personne ne se trouvait à l'intérieur. L'électricité et l'eau ont été coupées. Les pelleteuses ont ensuite commencé à détruire le bidonville, fracassant les murs en dur et écrasant la tôle dans un bruit métallique sourd. D'après la préfecture de Mayotte, ce "décasage" "devrait durer toute la semaine".

L'opération Wuambushu fait l'objet d'un bras de fer entre la France et les Comores. Les expulsions de sans-papiers comoriens ont pu reprendre mercredi dernier à la faveur du redémarrage de la liaison maritime entre Mayotte et l'île comorienne d'Anjouan.

voir l'article publié dans Communistes-Hebdo:

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/monde/2274-rubrique-internationale-soudan-nouveau-conflit-arme-contre-le-peuple-soudanais-mayotte-morts-aux-pauvres-greves-en-europe>

### **POUR UNE VRAIE RELANCE DU FRET FERROVIAIRE EN FRANCE AVEC L'OPÉRATEUR PUBLIC FRET SNCF : IL FAUT UNE SNCF SERVICE PUBLIC ENTIÈREMENT NATIONALISÉE!**

C'est au nom de la défense de la concurrence que Bruxelles engage la lutte contre la SNCF et contre sa filiale de Fret.

Le pouvoir macronien partage avec l'UE l'idée de privatisation du rail et envisage donc de la privatiser, en affaiblissant une fois de plus la politique de transfert des marchandises sur le rail.

En contradiction totale avec le *blabla* permanent sur la priorité des mesures contre le réchauffement climatique. Soumission aux marchés financiers, soumission aux structures européennes qui font prévaloir les intérêts privés sur la défense des biens communs de l'intérêt général, et de l'intérêt national voilà l'agenda économique et politique du pouvoir.

Une seule réponse à ces abandons et à ces forfaitures : la lutte syndicale appuyée sur l'opinion et la lutte pour l'indépendance nationale :

### **Un dossier embarrassant pour le gouvernement !!!**

Clément Beaune a convoqué dans l'urgence hier la direction mais aussi les organisations syndicales (CGT, Unsa, Sud-Rail et CFDT). Reste à savoir ce que le ministre va proposer à Bruxelles pour préserver Fret SNCF. L'une des solutions possibles serait pour Fret SNCF de céder certains types de trafics ou certains grands clients à la concurrence. De quoi la fragiliser davantage.

L'ouverture à la concurrence du secteur, en 2007, n'a pas permis le développement du fret ferroviaire, pire il a fragilisé l'entreprise publique et l'ensemble des acteurs de la logistique.

Cette procédure se traduirait par une liquidation de l'entreprise, un plan social et une déstabilisation du secteur dont la principale traduction sera le retour sur les routes de milliers de camions.

### **Action des cheminots contre la Commission européenne à propos du fret ferroviaire :**

Mardi 23 mai, les cheminots envahissent les locaux de la Commission Européenne à Paris pour défendre le FRET ferroviaire menacé par la procédure de la commission européenne !!!

### **CRISE DU LOGEMENT : LE NOMBRE DE DEMANDEURS DE LOGEMENTS SOCIAUX A ATTEINT UN RECORD FIN 2022 !**

A fin 2022, un total de 2.423.000 ménages (chiffre officiel!) sont en demande d'un logement social, soit une hausse de 7 % par rapport à 2021. A titre de comparaison, ce chiffre s'élevait à 2.053.000 en 2016. Après des mois de déni gouvernemental, la crise du logement est aujourd'hui bien installée, et l'augmentation continue du nombre de ménages en attente d'un logement social en est l'illustration la plus criante. La demande présente dans tous les territoires est particulièrement marquée en Île-de-France, sur le littoral atlantique, la côte méditerranéenne, le Genevois français et la métropole lilloise. Les ménages en situation de demandes d'un logement social évoquent comme motivations principales la taille trop petite de leur logement actuel (39 %), la survenue d'événements familiaux (33 %), le rapprochement entre le lieu de travail et le lieu de résidence (19 %) ou encore, le coût de leur logement (23 %).

Il est à noter que le nombre de demandes de logements sociaux enregistrées n'intègre pas les ménages qui seraient en situation de faire une demande de logement social mais qui ne la font pas, compte tenu des délais d'attente importants et trop souvent rédhibitoires que connaissent certains territoires.

### **BELGIQUE : LOI "ANTI-CASSEURS", ATTEINTE AU DROIT DE MANIFESTER ET UN IMPORTANT CONFLIT SOCIAL TENDENT LE PAYS !!!**

Ce projet de loi prévoit jusqu'à trois ans d'interdiction de manifester en cas de violences graves lors d'une mobilisation. Le pays connaît déjà de vives tensions au sujet d'une grève entamée il y a deux mois dans une chaîne de supermarchés.

Des milliers de manifestants ont défilé lundi 22 mai à Bruxelles pour protester notamment contre les "*attaques au droit de grève* " dans le cadre du conflit social en cours depuis bientôt trois mois dans l'enseigne de grande distribution Delhaize. Le gouvernement porte un projet de loi qui prévoit une peine d'interdiction de manifester de trois ans pour les auteurs de violences.

**L'histoire sociale de la Belgique est sans doute à un tournant :** Le conflit social chez Delhaize, la deuxième enseigne de grande distribution du plat pays a provoqué une manifestation nationale qui a rassemblé 18.000 personnes selon la police, 25.000 selon les syndicats. La décision de restructuration de l'entreprise par le nouvel actionnaire néerlandais, sans concertation, a provoqué la colère des syndicats. Le conflit s'est ensuite envenimé après une décision de justice interdisant dans tout le pays les piquets de grève qui bloquaient l'entrée des magasins et les dépôts du distributeur.

L'un des articles du texte de loi permet à un juge d'assortir d'une interdiction de manifester une peine prononcée pour une série d'infractions commises lors d'un "*rassemblement revendicatif* " : association de malfaiteurs, menace d'attentat contre les personnes ou contre les propriétés punissable d'une peine criminelle, homicide, coups et blessures volontaires, incendie volontaire, certaines formes de vandalisme...